

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 742

Artikel: Débat : trente-cinq ans pour organiser les économies d'électricité et passer aux énergies renouvelables!
Autor: Lehmann, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017101>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Trente-cinq ans pour organiser les économies d'électricité et passer aux énergies renouvelables!

«Entreprise romande», dans sa livraison datée du 31 août 1984, publie un texte de Victor Lasserre qui reprend des passages d'un article paru sous mon nom dans le n° 739 de «Domaine Public» et les interprète à sa manière.

Dans une certaine mesure l'attention soutenue que Victor Lasserre porte à «Domaine Public» est réconfortante. Manifestement il estime nécessaire de prendre connaissance des analyses que j'ai l'occasion de développer dans cet hebdomadaire. Mais en les présentant ensuite de manière tronquée et en adjoignant ses propres interprétations à des morceaux d'article privés du contexte qui les étaye, il donne une image faussée de ce que j'ai dit.

L'énergie nucléaire n'est pas renouvelable et ne sera disponible que pendant une durée très limitée. Victor Lasserre semble me reprocher de ne pas préciser la date de la fin de l'électricité nucléaire. Personne ne le peut. En effet, cette fin peut aussi être précipitée par des raisons économiques. La semaine dernière le plus gros producteur d'électricité américain, TVA, a encore abandonné quatre centrales nucléaires en construction dans lesquelles il avait investi 2,7 milliards de dollars. En France l'EDF est endettée à raison de 189 milliards de nouveaux francs dont 44% en devises et cela à cause de son programme nucléaire excessif. Cet endettement, selon le «Financial Times» du 3 juillet 1984, va lui causer des difficultés de plus en plus grandes.

A LA FIN DU NUCLÉAIRE

Et Victor Lasserre pose la question: à quoi bon interdire le nucléaire puisqu'il va disparaître de lui-

même; pourquoi provoquer ainsi une pénurie pour parer à une pénurie éventuelle?

Les initiatives proposent de renoncer au nucléaire une fois que les centrales nucléaires actuelles, y compris Leibstadt, seront mises hors service. En faisant confiance au bon fonctionnement de ces centrales, les initiatives admettent donc qu'il y aura de l'électricité nucléaire jusqu'en 2020 environ. D'ici là (35 ans) nous avons le temps de mettre en valeur le potentiel d'économies d'électricité (à confort égal) dont nous disposons, lequel représente un bon quart de notre consommation; nous pourrons aussi mettre en valeur les énergies renouvelables et indigènes, largement sous-exploitées et améliorer les rendements. La Suisse pourra ainsi en l'an 2020 rester un pays exportateur d'électricité sans aucune centrale nucléaire sur son sol et sans diminution ni de son confort, ni de sa productivité.

EVITER UNE PÉNURIE

Si, à l'opposé, nous continuons d'investir des milliards dans le nucléaire, nous serons contraints, comme EDF en France, de continuer la promotion de vente de la marchandise électricité dans l'espoir, à mon avis trompeur, de rentabiliser cet investissement. Cela est incompatible avec une politique d'économie d'électricité. De plus, cela coûtera très cher et ne laissera guère d'argent disponible pour entreprendre les seules mesures capables d'éviter la pénurie à terme: mise en valeur du potentiel d'économies et promotion des ressources indigènes et renouvelables qui seront de toutes manières, et quel que soit le résultat de la votation du 23 septembre, les seules dont nous pourrons disposer d'ici quelques décennies. Il y a donc d'excellentes

raisons pour mettre un frein au nucléaire. Non pas pour provoquer une pénurie mais, au contraire, pour l'éviter.

Victor Lasserre veut me mettre en opposition avec les chercheurs, ingénieurs et techniciens qui tentent de résoudre le problème de la fusion. Effectivement je n'ai connaissance d'aucune démonstration tendant à rendre crédible que la fusion puisse être opérationnelle dans un avenir prévisible. Je sais par contre que les centrales de fusion qui hantent l'imagination des chercheurs sont énormes, d'une puissance de l'ordre de cinq fois celle de Leibstadt. Je sais aussi que ces centrales, si elles s'avéraient réalisables, poseraient des problèmes de pollution radioactive, de sécurité, de démantèlement. Ce n'est pas du tout l'énergie propre, sûre, illimitée, que l'on fait miroiter. Mettre en œuvre une telle méthode de production, dont la complexité sera encore bien plus grande que celle des centrales nucléaires actuelles, sous prétexte de besoins en électricité, alors que, aujourd'hui, une part importante de cette électricité sert à alimenter des pertes, me paraît parfaitement saugrenu.

Victor Lasserre écarquille ensuite ses yeux parce que, selon moi, l'exploitation modérée des seules énergies renouvelables permettrait, toujours selon moi, de disposer d'environ le tiers de l'énergie finale dont nous disposons aujourd'hui. Puis Victor Lasserre, les yeux écarquillés, commet une faute de raisonnement, car il conclut que l'application des propositions des initiatives va réduire des deux tiers la quantité d'énergie dont nous disposons. L'initiative sur l'énergie ne précise strictement rien quant à la quantité d'énergie dont nous disposerons dans le futur et j'ai suffisamment insisté dans l'article de «Domaine Public» sur le fait que l'on pourra disposer d'une quantité d'énergie plus ou moins grande que celle d'aujourd'hui même à partir des seules énergies renouvelables. Cela coûtera toujours moins cher que le nucléaire. Mais nous avons effectivement un

choix et l'initiative dit que la qualité de la vie devrait avoir priorité sur la production d'énergie, cette dernière n'étant pas un but en soi. Il est vrai que ma préférence personnelle va vers une consommation d'énergie faible car j'estime que je vis mieux en consommant moins, que le gaspillage n'améliore en rien mon confort, que bien des gadgets sont plus encombrants qu'utiles. Victor Lasserre manque peut-être un peu d'imagination. De toutes façons ce n'est pas à moi de décider la quantité d'énergie que la Suisse consommera demain et les initiatives laissent en fait le choix ouvert.

LA FIN DU PÉTROLE

Finalement, Victor Lasserre veut me faire annoncer la fin de l'automobile parce que j'ai dit: «Ce qui fera problème, c'est le maintien sur les routes des trois millions de véhicules privés qui circulent aujourd'hui en Suisse.» Il y a effectivement un problème à résoudre car, nucléaire ou non, le pétrole finira par disparaître. De plus ni le nucléaire de fission, ni celui de fusion ne peut quoi que ce soit pour nos voitures. On ne peut pas équiper une voiture privée d'un moteur atomique, ceci en vertu d'une physique des phénomènes contre laquelle ni Victor Lasserre ni moi-même ne pouvons rien. Comme je l'ai dit, il n'est à la limite pas impensable de maintenir les trois millions de véhicules sur nos routes avec les seules énergies renouvelables (l'alcool carburant et le biogaz sont déjà utilisés dans les voitures; mais pas l'énergie nucléaire...); mais je pense que cela fera problème parce que cela exigera que l'on y consacre beaucoup d'efforts et de grandes surfaces de cultures énergétiques.

L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE

La question que je me pose, et je la trouve raisonnable, c'est si ces sacrifices en valent la peine. Je ne crois pas que la qualité de la vie soit améliorée par

l'excès de trafic, excès qui finit par tuer la mobilité. Cette constatation ne permet pas de conclure que les initiatives que je soutiens soient antivoitures comme le voudrait Victor Lasserre et d'autres. Au contraire. Le meilleur moyen d'assurer un avenir

au trafic automobile est de faire ce que proposent les initiatives: faire en sorte qu'il ne devienne pas une nuisance insupportable et assurer son fonctionnement à long terme à l'aide de ressources renouvelables.

P. L.

VRUM VRUM

Transports publics: le marché

Initiative(s) en faveur des transports publics. Favoriser ce mode de déplacement, c'est bien, même très bien, indispensable; mais séduire de nouveaux «usagers», savoir leur parler, ce serait encore mieux! A cet égard, les travaux de l'Office fédéral de la statistique et les données de l'enquête sur les ménages sont de véritables études de marché qu'il faudrait exploiter au plus vite. Voyez par exemple cette synthèse des modes de déplacement par tranches d'âges (trajets journaliers en minutes). A bon entendeur...

